

BULLETIN D'INFORMATION

"LE TRIBUNAL PÉNAL DU CAIRE REPORTE LE PROCÈS DE 16 ACCUSÉS DANS LE CADRE D'UNE 'ORGANISATION CRIMINELLE DE TRAFIC DE MIGRANTS'."

La Cour criminelle du Caire a décidé de reporter le procès de 16 accusés de trafic de migrants au 13 mai. Ils sont accusés d'avoir établi une organisation criminelle dans le but de faire passer des migrants en contrebande.

L'ordonnance de renvoi des accusés devant la Cour criminelle révèle qu'ils ont précédemment établi, avec d'autres, une organisation criminelle dans le but de faire passer des migrants en contrebande. Cette organisation était composée de plusieurs individus et fonctionnait selon une structure spécifique, impliquant la gestion du groupe, la répartition des tâches, le recrutement de migrants et l'attribution de missions à d'autres membres de l'organisation. L'objectif principal était de bénéficier directement financièrement de chaque migrant.

Selon le rapport, les accusés ont commis le crime de trafic de migrants, et ce groupe criminel organisé a collaboré avec une organisation non nationale pour organiser le transport aérien de migrants d'Égypte vers les États-Unis, en violation des conditions nécessaires pour une entrée légale dans le pays d'accueil. Cette action a mis en danger la vie des migrants, les exposant à des dangers, à des humiliations et à un traitement inhumain.



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES : LES MIGRANTS EN LIBYE SONT MENACÉS PAR LES TRAFICANTS D'ÊTRES HUMAINS

Le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a déclaré que "les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile en Libye sont exposés à des risques sérieux aux mains des réseaux de traite des êtres humains et d'autres réseaux criminels". Il a appelé à des enquêtes exhaustives et impartiales sur toutes les violations des droits de l'homme signalées dans les centres de détention libyens et a exhorté à la libération des détenus détenus illégalement. Guterres s'est dit préoccupé par les expulsions et les expulsions collectives de migrants et de demandeurs d'asile dans des conditions inhumaines.

Il a également appelé à l'abrogation des lois criminalisant l'entrée et le séjour irréguliers et a préconisé des mesures non privatives de liberté comme alternatives à la détention. Guterres a souligné la nécessité de permettre aux missions, agences, fonds et programmes des Nations unies un accès sans restriction aux centres de détention de migrants.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations, le nombre de migrants en Libye est passé à 706 369 en décembre 2023, dont environ 10 % d'enfants. Jusqu'au 15 mars, les garde-côtes libyens ont intercepté 3 311 migrants et réfugiés en mer et les ont renvoyés en Libye. De plus, 558 autres décès ont été signalés le long de la côte libyenne du 1er janvier au 25 mars 2024. Les migrants et les réfugiés débarquant dans les ports libyens accessibles aux agences humanitaires des Nations unies ont reçu une assistance humanitaire vitale. Au 20 mars, environ 3 427 migrants et réfugiés étaient détenus dans des centres de détention officiels à travers la Libye, dont 348 enfants.



POUR TRAFIC ILICITE DE MIGRANTS VERS L'ÉGYPTE : PEINE D'EMPRISONNEMENT AGGRAVÉE POUR UN PASSEUR SOUDANAIS



La Cour criminelle du Caire a décidé de reporter le procès de 16 accusés de trafic de migrants au 13 mai. Ils sont accusés d'avoir établi une organisation criminelle dans le but de faire passer des migrants en contrebande.

L'ordonnance de renvoi des accusés devant la Cour criminelle révèle qu'ils ont précédemment établi, avec d'autres, une organisation criminelle dans le but de faire passer des migrants en contrebande. Cette organisation était composée de plusieurs individus et fonctionnait selon une structure spécifique, impliquant la gestion du groupe, la répartition des tâches, le recrutement de migrants et l'attribution de missions à d'autres membres de l'organisation. L'objectif principal était de bénéficier directement financièrement de chaque migrant.

Selon le rapport, les accusés ont commis le crime de trafic de migrants, et ce groupe criminel organisé a collaboré avec une organisation non nationale pour organiser le transport aérien de migrants d'Égypte vers les États-Unis, en violation des conditions nécessaires pour une entrée légale dans le pays d'accueil. Cette action a mis en danger la vie des migrants, les exposant à des dangers, à des humiliations et à un traitement inhumain.

Chypre suspend l'examen des demandes d'asile syriennes



Les autorités chypriotes ont suspendu l'examen des demandes d'asile des Syriens à la suite d'une augmentation du nombre de migrants irréguliers au cours du mois d'avril en cours. Plus d'un millier de Syriens sont arrivés à Chypre à bord de bateaux en provenance du Liban jusqu'en avril de cette année. Cela a incité le président chypriote, Nicosie, à appeler ses partenaires de l'Union européenne à déployer davantage d'efforts pour aider le Liban et à reconsidérer la situation en Syrie déchirée par la guerre, qui est actuellement considérée comme non sécurisée pour le retour des demandeurs d'asile.

Chypre est située à l'extrémité orientale de l'Union européenne, à environ 160 kilomètres à l'ouest des côtes du Liban ou de la Syrie. Plus d'un millier de migrants sont arrivés par mer au cours des trois premiers mois de cette année, contre seulement 78 pendant la même période en 2023.

Selon la décision chypriote, les demandeurs d'asile seront confinés à deux camps de réception fournissant de la nourriture et un abri sans aucun autre avantage. Ceux qui quittent ces camps ne seront pas autorisés à travailler ou à recevoir des allocations. Actuellement, des discussions sont en cours à la Commission européenne sur la manière dont Bruxelles peut aider Beyrouth à freiner ces flux, alors que le Liban est aux prises avec une grave crise financière et une augmentation de l'afflux de centaines de milliers de réfugiés syriens.

LA FRANCE ACHÈVE SES OPÉRATIONS MILITAIRES POUR ÉLIMINER LES IMMIGRÉS COMORIENS À MAYOTTE

Le ministère des Territoires d'outre-mer français a annoncé le lancement d'une nouvelle opération contre les violations de sécurité, la migration illégale et le logement insalubre sur l'île de Mayotte dans l'océan Indien, un an après le début de l'intervention initiale connue sous le nom de "Wamusho".

Selon les journaux français, environ 1 700 gendarmes, policiers et soldats participeront à cette opération de 11 semaines.

L'opération Wamusho a débuté le 25 avril 2023, sur l'île française de Mayotte dans l'océan Indien, par les autorités françaises pour expulser les migrants illégaux de l'île, dont la plupart viennent des îles Comores voisines, ainsi que pour démanteler les bidonvilles.

Il convient de mentionner que de nombreux migrants africains et immigrés des îles Comores tentent chaque année d'atteindre l'archipel illégalement, la moitié de sa population étant étrangère. Les migrants de l'île voisine d'Anjouan, Comores, ne sont qu'à 70 kilomètres de Mayotte. Cependant, la France a renforcé ses forces depuis 2019 pour lutter contre cette migration irrégulière en déployant des navires d'interception en mer et en assurant une surveillance aérienne.



6265 IMMIGRANTS ONT TRAVERSÉ LA MANCHE EN 4 MOIS

Le Premier ministre britannique Rishi Sunak reste ferme sur la loi visant à expulser les demandeurs d'asile du Royaume-Uni vers le Rwanda s'ils arrivent sans autorisation, malgré la décision de la Cour suprême du Royaume-Uni affirmant que l'expulsion de migrants et de demandeurs d'asile de son territoire est "illégal".

Sunak et le président rwandais Paul Kagame se sont récemment rencontrés, où ils ont annoncé l'envoi imminent de migrants illégaux de Grande-Bretagne vers le Rwanda.

Un porte-parole du gouvernement britannique a déclaré que Sunak avait informé le président Kagame des "prochaines étapes de la législation au Parlement", actuellement sujette à une controverse significative. Le porte-parole a ajouté que "Sunak et Kagame ont hâte de commencer les vols à destination du Rwanda au printemps".

Le Premier ministre britannique avait annoncé une série de mesures visant à réduire les taux d'immigration légale à 300 000 personnes après avoir atteint 745 000 immigrants en 2022. Il s'était engagé à empêcher les individus de traverser dangereusement la Manche, une route par laquelle 29 000 personnes sont arrivées l'année dernière, avec un record de 45 775 migrants en 2022.

Le gouvernement britannique a révélé la découverte de 6 265 tentatives de migrants illégaux de traverser la Manche jusqu'au dimanche dernier, avec 10 bateaux transportant 534 migrants en une seule journée.

La Grande-Bretagne a alloué 200 millions de livres sterling au Rwanda pour la réinstallation de migrants illégaux là-bas, malgré l'interdiction des juges européens du premier vol de déportation en juin 2022. Actuellement, la Grande-Bretagne dépense plus de 3 milliards de livres sterling par an pour le traitement des demandes d'asile, le coût de l'hébergement des migrants en attente de décisions dans des hôtels et autres logements atteignant environ 8 millions de livres par jour. Environ 100 000 demandes d'asile restent en suspens.



POLITIENS : L'IMMIGRATION ILLÉGALE EST L'UN DES PROBLÈMES LES PLUS IMPORTANTS QUI PRÉOCCUPENT L'ÉGYPTE



Les experts politiques spécialisés dans les questions de migration égyptienne s'accordent à dire que la migration illégale est l'un des dossiers les plus importants pour l'État égyptien, lui accordant une importance significative en raison de sa sensibilité extrême, notamment après les tensions observées dans la région du Moyen-Orient.

Ils conviennent également que l'Égypte est devenue un refuge pour les réfugiés en provenance du Soudan, de la Syrie, de la Libye et de la Palestine, l'Égypte ayant accueilli plus de 10 millions de réfugiés de diverses nationalités au cours des dernières années.

Le Dr Tarek Fahmy, professeur de science politique à l'Université du Caire, affirme que l'Égypte progresse régulièrement dans l'achèvement de son parcours dans le dossier de la migration illégale, notant le succès de l'Égypte dans la fermeture de ses frontières maritimes contre les voyages de migration illégale.

Il a ajouté que la période à venir sera marquée par le renforcement des relations égypto-européennes, et il est naturel qu'il y ait des investissements européens conjoints par le biais de partenariats économiques et des investissements européens en Égypte.

D'autre part, le Dr Akram Badr al-Din, professeur de science politique, affirme que la migration illégale est toujours un problème qui préoccupe les pays occidentaux et méditerranéens, soulignant que sa propagation est due aux conflits, aux guerres internes et aux crises économiques qui en découlent.

Il a ajouté que l'Égypte a déployé de grands efforts pour contrôler les eaux régionales, de sorte qu'aucune opération de migration illégale n'a émergé de l'Égypte au cours des dernières années. Cette question concerne le monde entier car elle est liée à la question du terrorisme, soulignant la nécessité d'une coopération dans le domaine économique et la mise en place de projets communs et de plus d'investissements entre l'Égypte et l'Europe pour réduire le risque de migration illégale vers l'Europe.

Le Dr Ayman Samir, professeur de relations internationales et expert politique, a déclaré que l'Égypte a une vision globale pour résoudre la question de la migration illégale, notant que l'Égypte fait tout son possible pour limiter la migration illégale vers l'Europe. L'Égypte a convenu avec l'Union européenne que la migration doit se faire dans le cadre de ses cadres juridiques.

Le professeur de relations internationales a expliqué qu'Israël contribue à aggraver le phénomène de la migration illégale à travers la guerre contre la bande de Gaza car le résultat de la guerre pousse des milliers de personnes à quitter la bande de Gaza et à rechercher des zones sûres loin de la guerre. En conséquence, la destruction du secteur, des infrastructures et des habitations en fait une zone inhumaine, conduisant à la migration.

97 réfugiés africains arrivent en Italie par avion...lundi

Le groupe catholique de Sant'Egidio a annoncé l'arrivée de 97 réfugiés en provenance d'Éthiopie à l'aéroport international Léonard de Vinci de Rome, dans la banlieue de Fiumicino, à bord d'un vol d'Ethiopian Airlines en provenance d'Addis-Abeba, dans le cadre du projet des corridors humanitaires promu par la Conférence épiscopale italienne en collaboration avec des ministères locaux et étrangers.

Une note du groupe catholique a déclaré que "les 97 personnes, principalement des réfugiés érythréens et somaliens en Éthiopie depuis un certain temps", avaient été "partiellement signalées par leurs membres de famille ou amis déjà en Italie", certains d'entre eux "étant déjà arrivés par le biais de corridors humanitaires".

Certaines des familles arrivantes ont été accueillies par leurs proches, tandis que d'autres seront hébergées dans des foyers fournis par le réseau de soutien de la société civile, permettant cette réception étendue dans huit provinces italiennes : le Latium, les Abruzzes, la Campanie, l'Émilie-Romagne, la Ligurie, la Lombardie, la Sicile et la Toscane. Les mineurs seront intégrés par une inscription immédiate dans les écoles, tandis que les adultes apprendront la langue italienne et, après avoir obtenu le statut de réfugié, entreront sur le marché du travail.

L'arrivée des 97 réfugiés s'inscrit dans le cadre d'un plan annoncé par le groupe catholique visant à l'arrivée de 300 travailleurs migrants dans le cadre d'un projet pilote dirigé par le groupe catholique Sant'Egidio en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, sous le titre "Projet des corridors de travail". Le projet vise à répondre à la pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs italiens de la fabrication, de l'hôtellerie et des soins infirmiers, les pays ciblés comprenant le Liban, la Côte d'Ivoire et l'Éthiopie.



UN APPEL MONDIAL POUR FOURNIR 112 MILLIONS DE DOLLARS POUR SOUTENIR 2,1 MILLIONS DE MIGRANTS

Le président chypriote Nicos Anastasiades a exprimé une extrême préoccupation au cours des dernières semaines suite à l'arrivée de plus de 600 migrants irréguliers en provenance du Liban en l'espace de deux jours. Les migrants syriens ont quitté le Liban pour Chypre, cherchant refuge face à la grave crise économique en cours dans le pays, ainsi que des conditions météorologiques améliorées facilitant la navigation en Méditerranée.

Après sa rencontre avec la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, le président chypriote a déclaré : "Je comprends parfaitement les défis auxquels est confronté le Liban, mais exporter des migrants vers Chypre ne doit pas être la solution et ne peut être accepté."

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a lancé un appel mondial, rejoint par 48 organisations humanitaires, de développement et gouvernements, appelant à 112 millions de dollars pour fournir le soutien nécessaire à 2,1 millions de migrants et à leurs communautés d'accueil en Afrique de l'Est et du Sud, notamment à Djibouti, en Éthiopie, en Somalie, au Yémen, au Kenya et en Tanzanie.

Cet appel fait suite à la tragédie survenue la semaine dernière au large des côtes de Djibouti, où leur bateau a sombré lors d'un voyage vers le Yémen, entraînant la mort de 38 migrants, dont des enfants. Augushie Daniels, directeur adjoint des opérations de l'OIM, a souligné la nécessité de fournir un soutien nécessaire en matière d'aide humanitaire et de protection aux migrants en Afrique de l'Est et du Sud.

Il a souligné que des dizaines de milliers de migrants quittent chaque année la région de la Corne de l'Afrique, notamment l'Éthiopie et la Somalie, à la recherche de travail dans les pays du Golfe par le biais de la route est-africaine. De plus, les migrants tentent d'atteindre l'Afrique du Sud via le Kenya, la Tanzanie et d'autres pays de la région d'Afrique australe, empruntant des routes parmi les plus dangereuses et complexes.

En 2023, 480 000 mouvements migratoires ont été enregistrés le long de ces routes. Les migrants sont confrontés à diverses violations, exploitations et trafics.

L'appel vise à fournir les fonds nécessaires pour soutenir et secourir ces migrants et faciliter leur retour volontaire dans leur pays d'origine tout en abordant les causes profondes de la migration en offrant des opportunités de subsistance et en les réintégrant dans leurs communautés.

Le ministre de l'Intérieur a confirmé que "tous les indicateurs laissent penser que le flux de migrants va se poursuivre", la situation étant aggravée par le désintérêt des autorités libanaises pour l'arrêt de la migration depuis leurs côtes au cours des derniers mois, alors que les tensions s'exacerbent à la frontière libano-israélienne. Ewanou a ajouté que Chypre souhaite également que l'aide de l'UE au Liban soit conditionnée à l'arrêt de l'afflux de migrants.

Chypre n'est qu'à 160 kilomètres du Liban, et environ 2 004 migrants sont arrivés à Chypre par la mer au cours des trois premiers mois de cette année, contre seulement 78 sur la même période en 2023, selon les données officielles. Les entretiens avec les réfugiés ont montré que les passeurs demandent 3 000 dollars pour un seul voyage vers Chypre, contre 7 000 dollars vers l'Italie.

Chypre demande à l'Union européenne de considérer la Syrie comme un pays sûr afin que les migrants syriens puissent y être renvoyés.



LE PARLEMENT ESPAGNOL AUTORISE L'OBTENTION DE LA CITOYENNETÉ D'UN DEMI-MILLION D'IMMIGRÉS ILLÉGAUX

Le Sénat espagnol délibère sur le sort d'un demi-million d'immigrants sans papiers après que le Congrès espagnol a approuvé un projet de loi en faveur des immigrants, leur permettant d'obtenir la citoyenneté espagnole. Le projet de loi, discuté la semaine dernière, a été soutenu par les partis du gouvernement de gauche libérale, ainsi que par le Parti populaire de l'opposition, tandis que le parti conservateur Vox s'y est opposé.

Le parti de l'opposition estime que permettre aux immigrants de bénéficier d'avantages encouragera d'autres à migrer illégalement en Espagne, tandis que les partisans du projet de loi soutiennent que l'immigration doit être abordée de manière intelligente et raisonnable, et qu'un pays comme l'Espagne "a besoin de milliers d'immigrants" pour maintenir les niveaux de productivité actuels.

Il convient de noter que si le projet de résolution, appelé "régularisation exceptionnelle", est exécuté, ce serait la septième fois de l'histoire de l'Espagne que le statut des immigrants est régularisé, comme cela a été mis en œuvre en 1991, 1996, 2000, 2001 et 2005, régularisant collectivement plus d'un million d'immigrants sans papiers.

Le Congrès étudie actuellement le texte, qui pourrait faire l'objet d'amendements ou d'ajouts proposés par les groupes parlementaires avant d'être envoyé au Sénat pour approbation finale. S'il parvient au Sénat, où les socialistes et leurs alliés régionaux ainsi que le Parti populaire occupent 260 des 266 sièges, la probabilité de son adoption semble élevée.



UN RESPONSABLE AMÉRICAIN S'EN PREND AUX IMMIGRANTS CHINOIS ET RUSSES... ET CONFIRME : ILS MÈNENT DES ACTIVITÉS ILLÉGALES



La ville d'Oklahoma, située dans l'État du Texas, a annoncé ses efforts pour freiner l'immigration illégale, avec Charles McCool, le président de la Chambre, dévoilant un projet de loi sur l'immigration visant à réduire la migration irrégulière. Il a souligné que cela ne se limite pas à ceux qui traversent illégalement la frontière sud, mais vise également les migrants du monde entier se livrant à des activités illégales, en pointant spécifiquement les immigrants chinois et russes.

Il a déclaré que ces dernières années, l'État a dû faire face à une recrudescence de l'activité criminelle étrangère suite à la légalisation de la marijuana médicale, ce qui a entraîné beaucoup d'activités illégales dans leur État liées à la traite des êtres humains et à l'exportation de marijuana à des fins non médicales.

Le projet de loi proposé vise à limiter l'"occupation illégale", avec toute personne prise en état d'immigration illégale dans l'État risquant une amende de 500 \$. McCool a précisé que les forces de l'ordre ne déporteront pas les contrevenants mais leur donneront trois jours pour quitter l'État. Il a ajouté que le fait de ne pas quitter l'Oklahoma dans les 72 heures et de commettre ensuite un crime pourrait également entraîner une peine d'emprisonnement, soulignant que l'immigration illégale est la principale préoccupation politique des résidents de l'Oklahoma, mais que le problème dépasse l'État, et que d'autres pourraient suivre l'exemple.

McCool a en outre déclaré que la législation est également rédigée de manière à ce qu'il pense que d'autres États de la région pourraient adopter, proposant une solution régionale au sein des États-Unis plutôt que chaque État de faire face à la crise individuellement.

La Tunisie annonce que les corps des noyés ont dépassé la capacité du service mortuaire de l'hôpital de la ville

Un ancien responsable du ministère de l'Intérieur algérien a mis en garde contre un plan destructeur appelé "Kalergi" visant à transporter des migrants africains vers son pays afin de faire de la population autochtone une minorité, similaire à ce qui s'est passé dans le sud de la Libye. Hassan Qasimi, expert en sécurité et spécialiste des questions migratoires en Algérie, a déclaré dans un post sur Facebook intitulé "Niger : Royaume du trafic de migrants et de la traite des êtres humains" que les autorités au Niger ont intentionnellement transformé la ville d'Agadez en un centre de migration à travers lequel plus de 500 000 migrants passent chaque année pour se rendre en Libye, en Algérie et en Tunisie.

Un responsable du secteur de la santé à Sfax, en Tunisie, a mentionné que les corps de migrants noyés dépassent la capacité de la morgue de l'hôpital de la ville de trois fois, le nombre de corps dépassant 100, tandis que la capacité de la morgue est seulement de 35 corps.

Les côtes de Sfax sont une plateforme principale pour le lancement de bateaux de migration irrégulière vers les îles italiennes voisines. Cependant, avec l'arrivée du temps chaud du printemps, les gangs de trafiquants d'êtres humains et les bateaux de migration deviennent plus actifs, ce qui entraîne des incidents tragiques récurrents de noyades impliquant des migrants, principalement originaires de pays d'Afrique subsaharienne, y compris des femmes et des enfants.

De plus, un responsable à Sfax a déclaré que les cimetières sont sous pression en raison du grand nombre de corps lors du pic des vagues de migration. Les autorités locales souffrent d'une pénurie de capacités logistiques pour préserver les corps pendant de plus longues périodes, y compris la réalisation de tests ADN et la fourniture de tombes.

La semaine dernière, les autorités ont annoncé la formation d'une "cellule de crise" pour faire face à la situation après que les côtes de la Tunisie aient été le théâtre de la mort de plus de 1 300 migrants par noyade en 2023.

Il convient de noter que le Parlement européen a approuvé mercredi dernier des réformes importantes des lois sur l'immigration et l'asile dans l'Union européenne, y compris des contrôles frontaliers plus stricts. Le nouveau "Pacte Migration et Asile" comprend 10 lois formulées après des années de négociations, visant à pousser les États membres de l'UE avec des priorités nationales divergentes à "agir ensemble" sur les questions de migration sur la base de règles communes.

Dans le nouveau système, les centres frontaliers retiendront les migrants illégaux, tandis que leurs demandes d'asile seront examinées, avec l'accélération des expulsions pour ceux qui ne remplissent pas les conditions pour l'asile.

La réforme du système d'immigration et d'asile exige des autres États membres de l'UE d'accepter des milliers de demandeurs d'asile en provenance de pays de première entrée comme l'Italie et la Grèce. Une autre option disponible pour ces autres États est de fournir des ressources financières ou autres aux pays sous pression. On s'attend à ce qu'au moins 30 000 demandeurs d'asile par an subissent un système de "réinstallation". Une compensation financière sera déterminée chaque année s'élevant à 600 millions d'euros (650 millions de dollars) pour les pays préférant verser de l'argent au lieu de recevoir des migrants.

Des critiques ont été formulées à l'égard de l'accord européen récent par des groupes plaçant en faveur de politiques plus libérales en matière d'immigration et d'asile. L'accord comprend l'établissement de centres frontaliers pour retenir les demandeurs d'asile et l'envoi de certains d'entre eux dans des pays en dehors de l'Union européenne jugés sûrs.

En outre, il a été rappelé que les autorités de transition au Niger ont aboli une loi en 2015 criminalisant le trafic de migrants, considérant cette action comme une violation de l'Accord international de Palerme de 2000, y compris ses protocoles supplémentaires de lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains. Ces mesures illégales ciblent également l'Europe en augmentant le nombre de migrants se dirigeant vers l'Italie via la Tunisie et la Libye. On a souligné que l'aspect le plus dangereux est que le Niger collabore avec des réseaux de passeurs pour guider et accompagner les migrants des pays du Sahel et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest vers l'Algérie, la Libye, la Tunisie et l'Europe.

Les revenus des réseaux de trafic de migrants et de trafic de personnes en Afrique dépassent un milliard de dollars par an, expliquant l'alliance tactique entre les groupes armés, les organisations terroristes, les réseaux d'armes et de drogues, les travailleurs des mines, les hallucinogènes, et certaines autorités actives dans les pays d'Afrique subsaharienne derrière ce commerce.

L'Organisation internationale pour les migrations a observé une augmentation de 50 % des nouvelles vagues de migration originaires du Niger vers les territoires libyens depuis décembre dernier, directement attribuable à l'abrogation par le conseil militaire nigérien de la loi criminalisant la traite des êtres humains à travers les frontières.

